



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Sommet du G7

Question au Gouvernement n° 4131

Texte de la question

SOMMET DU G7

M. le président. La parole est à Mme Amélia Lakrafi.

Mme Amélia Lakrafi. Monsieur le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, je suis rentrée cette nuit de Beyrouth où le G7 a été suivi avec beaucoup d'espoir.

Le G7 de Carbis Bay s'est tenu dans un contexte particulier, à double titre. Il s'agissait du premier G7 du président Biden, en principe plus ouvert au multilatéralisme que son prédécesseur. Par ailleurs, il avait lieu dans le contexte de la lutte contre la pandémie mondiale de covid-19 qui questionne la solidarité des économies les plus avancées à l'égard du reste du monde. Parmi les conclusions les plus attendues de ce G7 figurait donc la question de l'accès aux vaccins.

Lors de son récent déplacement en Afrique du Sud, le Président de la République a constaté l'inégalité vaccinale qui touche notamment le continent africain. Alors que l'Afrique concentre 20 % des besoins en vaccins, elle n'en produit que 1 %.

Avec son homologue sud-africain, Cyril Ramaphosa, le Président de la République a ainsi appelé les producteurs de vaccins à conclure des accords de licence afin de permettre le déploiement de leurs innovations dans le monde entier. Il a aussi annoncé la décision d'accroître de 2 milliards d'euros l'aide de la France aux systèmes de santé des pays africains, en mobilisant l'Agence française de développement. Cette mobilisation est historique.

Dans le même temps, les conclusions de ce G7 ont affiché l'objectif ambitieux de vacciner au moins 60 % de la population mondiale d'ici l'année prochaine et de partager 1 milliard de doses de vaccins supplémentaires. La France elle-même double son engagement en passant de 30 à 60 millions de doses partagées.

Mais l'enjeu principal demeure la capacité à produire des vaccins dans les pays à faibles revenus, ce qui pose donc la question des brevets, soulevée avec force par notre Président Emmanuel Macron et par des pays tels que l'Inde ou l'Afrique du Sud.

Quels progrès vous semblent avoir été réalisés dans ce domaine à l'occasion de ce G7 ? Quelle est la position de nos partenaires, notamment des États-Unis, sur cette question dans la perspective des futurs travaux de l'OMC ? La solidarité internationale et le multilatéralisme vous semblent-ils de nouveau de mise après la parenthèse de l'ère Trump ? *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Maxime Minot. Et des éoliennes !

M. Jean-Yves Le Drian, *ministre de l'Europe et des affaires étrangères*. Vous avez fait état du sommet du G7 à Carbis Bay en Cornouailles britanniques. Il est vrai que c'est un événement puisque l'année dernière, le G7 sous présidence américaine n'a pas eu lieu. Ce G7 succède donc à celui de Biarritz. Ce qui a vraiment marqué ce sommet, c'est le retour du multilatéralisme en raison du retour actif des États-Unis d'Amérique avec le président Biden. Le sommet s'est aussi traduit par toute une série de décisions sur des orientations majeures, que ce soit dans le domaine du climat, de la fiscalité internationale, du numérique, de l'aide à la relance en Afrique, ou sur la préparation du Forum Génération Égalité qui se tiendra à Paris dans quelques jours.

Vous l'avez souligné, la dimension sanitaire a également été abordée avec l'affirmation de la solidarité internationale et le nécessaire constat partagé que l'immunité sera globale ou qu'elle ne sera pas. Il s'agit ainsi de faire preuve à la fois de solidarité et d'efficacité.

Quatre orientations ont été retenues par le G7. L'une, vous l'avez évoquée, à l'initiative de la France et de l'Union européenne, a conduit à ce que l'ensemble des membres du G7 s'engagent à donner 1 milliard de doses aux pays les plus démunis d'ici à 2022. C'est une opération considérable qui devrait permettre d'atteindre les objectifs que vous avez indiqués.

Par ailleurs, le G7 a exprimé la volonté d'en finir avec les barrières commerciales à l'exportation et d'aboutir sur la question du renoncement aux droits de propriété intellectuelle. C'était un point tout à fait majeur que l'Union européenne a défendu.

Enfin, le G7 s'est prononcé pour le renforcement des capacités de production de vaccins, en particulier en Afrique, sujet que vous avez évoqué. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [Mme Amélia Lakrafi](#)

Circonscription : Français établis hors de France (10^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4131

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [16 juin 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [16 juin 2021](#)